

Banque du Sud : seconde Lettre ouverte à sept présidents latino-américains

dimanche 9 décembre 2007, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 2 décembre 2007).

Cette lettre sera envoyée aux présidents des 7 pays d'Amérique du Sud (Argentine, Bolivie, Brésil, Equateur, Paraguay, Uruguay, Venezuela) qui négocient la création de la Banque du Sud. Nous invitons les réseaux, les organisations, les mouvements sociaux et les personnalités à la signer et à envoyer celle-ci rapidement à Jubilé Sud - Américas (jubileosur.wamani.apc.org) et à Jorge Marchini (jorgemarchini.fibertel.com.ar).

Banque du Sud

2^e lettre ouverte aux Présidents d'Argentine, de Bolivie, du Brésil, d'Equateur, du Paraguay, de l'Uruguay et du Venezuela

A Messieurs les Présidents d'Argentine, de Bolivie, du Brésil, d'Equateur, du Paraguay, de l'Uruguay et du Venezuela

De la part de mouvements sociaux et de personnalités du monde

Lettre ouverte pour une Banque du Sud basée sur un modèle souverain, solidaire, soutenable et intégrateur pour le développement du continent

Décembre 2007

Pour la seconde fois, nous nous adressons à vous pour exprimer l'énorme attente ouverte parmi nos peuples par l'initiative de création de la Banque du Sud. La réponse positive de nouveaux pays d'Amérique du Sud, qui ont manifesté leur désir de participer à la Banque du Sud, nous réjouit aussi.

Nous soussignés, sommes des réseaux, des organisations et des mouvements sociaux, des syndicats et des personnalités qui luttons contre le fléau des la dette publique illégitime, les politiques et pratiques perverses des institutions financières internationales existantes et le système de commerce mondial actuel. Nous sommes convaincu(e)s que la décision prise de créer la Banque du Sud peut représenter un immense pas en avant et une opportunité non seulement pour l'Amérique du Sud, mais aussi pour l'Amérique latine et la Caraïbe ainsi que pour d'autres régions de l'Hémisphère sud.

Nous venons de vivre une histoire récente de lutte contre les dictatures dans presque tout le continent. Cela explique notre volonté d'ouvrir et d'instituer de nouveaux espaces de participation et de démocratie directe. Néanmoins, la manière peu transparente et non participative dont se déroulent les négociations pour la création de la Banque du Sud, sans débat politique et sans consultation de nos sociétés, semble indiquer que nous sommes face à quelque chose qui pourrait devenir « du pareil au même ».

Notre conviction est qu'une nouvelle entité financière Sud-Sud doit tendre à dépasser les

expériences négatives d'ouverture économique - avec la conséquence de toujours plus d'endettement et de fuite des capitaux -, de déréglementation et de privatisation du patrimoine public et des services de base laminés dans la région. Elle doit tendre aussi à dépasser les comportements non démocratiques, non transparents, régressifs et discrédités des organismes multilatéraux comme la Banque mondiale, la CAF (Corporation andine de développement), la BID (Banque interaméricaine de développement) et le FMI - comportements aujourd'hui amplement reconnus. Notre histoire récente a démontré que les choix de politique économique, sociale et environnementale, imposés à nos gouvernements à travers les conditionnalités, ont entraîné la décapitalisation et la désindustrialisation des économies de la région et les ont emprisonnées dans un modèle « agro - minier - exportateur » qui freine leur développement et approfondit leur situation subalterne vis-à-vis des économies du Nord tout en accroissant les inégalités sociales, les dommages écologiques et les dettes « éternelles » - financière, historique, sociale, culturelle, écologique.

Ayant bien conscience de l'importance pour les pays engagés jusqu'à présent dans la création de la Banque du Sud, d'arriver à un accord sur les thèmes clé liés à sa nature et ses objectifs, sa structure financière et opérationnelle, nous croyons essentiel de soumettre les propositions suivantes qui expriment les aspirations d'amples secteurs des sociétés de nos pays, en accord avec l'expression clairement manifestée de leurs principaux représentants consultés :

1. La Banque du Sud doit tendre à promouvoir un nouveau modèle de développement dont les valeurs fondamentales soient la souveraineté de nos peuples sur leur territoire et leur propre développement ; l'autodétermination responsable de nos politiques économiques, sociales et environnementales, la solidarité, la durabilité et la justice écologique. Au travers de la Banque, le développement économique et technologique doivent être conçus comme des moyens d'atteindre l'objectif supérieur qu'est le développement humain et social.
2. L'action de la Banque du Sud doit être déterminée par des mesures concrètes comme le plein emploi dans la dignité, la garantie de l'alimentation, de la santé et du logement, l'universalisation de l'éducation de base publique et gratuite, la redistribution de la richesse pour passer outre les inégalités, y compris celles de genre et d'ethnie, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'élimination de leurs impacts sur les populations du continent et les autres peuples du Sud.
3. La Banque du Sud doit partie intégrante d'une nouvelle architecture financière latino-américaine et caribéenne qui comprenne un Fonds du Sud ayant fonction de Banque Centrale continentale, capable d'articuler un grand système continental de paiements avec la plateforme informatique la plus avancée ; un Fonds qui soit capable de lier les politiques qui promeuvent la stabilité macroéconomique avec les politiques de développement et de réduction des asymétries structurelles ; un Fonds qui envisage le développement futur d'un système monétaire commun au service d'une stratégie de renforcement des liens économiques et commerciaux à l'intérieur de la région, en introduisant des échanges entre les monnaies nationales et en travaillant à la création d'une monnaie régionale au moins pour les échanges intra-régionaux. La construction d'un espace de souveraineté monétaire et financière supranational requiert de se doter d'une grande flexibilité locale pour éviter des tendances sous impérialistes et le triomphe de l'orthodoxie monétariste dans certains aspects, comme dans la récente expérience européenne.
4. La Banque du Sud doit servir à récupérer les valeurs relatives aux dettes historiques, sociales et écologiques, dettes dont nos peuples sont créanciers. Les financements qu'elle octroie doivent chercher à dépasser les asymétries, les inégalités sociales et les dommages écologiques qui se sont perpétués depuis plus de cinq siècles sur le continent.
5. La Banque du Sud doit envisager la participation des organisations citoyennes et des mouvements sociaux non seulement dans l'élaboration de son architecture originale mais aussi dans la prise de

décisions financières et opérationnelles ainsi que dans le contrôle de l'utilisation des fonds adjugés.

6. La Banque du Sud exerce sa direction de façon égalitaire entre les pays membres, en institutionnalisant et en respectant le principe égalitaire de « un membre, une voix » à tous ses niveaux de décision collégiale. Elle doit aspirer à canaliser l'épargne de l'ensemble de la région.

7. Les souscriptions de capital de la Banque du Sud doivent être proportionnelles à la capacité contributive des économies de ses pays membres. Les autres sources de capitaux de la Banque du Sud incluent une partie des réserves internationales, des prêts des pays membres, des taxes globales communes et des dons. Doivent être exclues les ressources financières des actuelles institutions financières multilatérales et des Etats qui ont perpétré le saccage de notre continent. Des dispositifs de la Banque du Sud doivent permettre l'augmentation croissante de l'utilisation des réserves des pays membres en dehors de la zone du dollar et de l'euro et stimuler le retour des capitaux nationaux déposés à l'étranger.

8. La Banque du Sud doit s'engager à respecter la transparence dans la gestion, en rendant compte publiquement de son fonctionnement et de son activité, en se soumettant à l'audit externe permanent de ses prêts et de son fonctionnement interne avec la participation sociale.

9. Pour que la Banque du Sud ne soit pas la reproduction des institutions financières traditionnelles, il faut que soient mis en avant de manière permanente la qualité, le sérieux et l'efficacité de l'administration, en interdisant tout privilège d'immunité à ses fonctionnaires, en assurant la pleine transparence de la communication en temps réel et le contrôle démocratique et social de la gestion. Pour éviter des coûts excessifs et des déviations bureaucratiques, le corps de fonctionnaires à constituer doit être à la fois limité en effectif et diversifié, efficient, efficace et administrativement polyvalent.

10. Les prêts doivent être destinés à la promotion d'une intégration régionale de type coopératif, basée sur des principes tels que la subsidiarité active, la proportionnalité et la complémentarité ; ils doivent financer des projets d'investissement public ; ils doivent tendre au développement local autogestionnaire et impulser l'échange commercial équitable et solidaire entre les familles paysannes, les petits producteurs, le secteur coopératif et d'économie sociale solidaire, les communautés indigènes et traditionnelles, les organisations socio-économiques de femmes, de pêcheurs, de travail, etc.

11. La Banque du Sud adopte comme priorité d'investissement les projets qui tendent à la souveraineté alimentaire et énergétique ; à la recherche et au développement de technologies appropriées au développement endogène et soutenable de la région, y compris les logiciels libres ; à la production programmée et complémentaire de médicaments génériques ; à la récupération des savoirs ancestraux de nos peuples, en les systématisant et en les acceptant comme science agro-écologique ; à la promotion de la justice écologique ; au renforcement des services publics ; à l'appui aux victimes des déplacements forcés ; au développement de la communication et de la culture intra-régionale ; à la création d'une université du Sud et d'une équivalence des diplômes dans toute la région ; à l'infrastructure, au départ d'autres logiques d'organisation de l'espace, comme instrument des communautés pour le développement local autogestionnaire et solidaire. La Banque ne doit pas reproduire pas le modèle de financement des institutions financières internationales actuelles, modèle basé sur la construction de méga-projets destructeurs de l'environnement et de la biodiversité.

12. La Banque du Sud doit être considérée comme un instrument essentiel pour veiller à l'épargne et la canaliser, en rupture avec les cycles récurrents de déviation de l'effort national et régional à travers des manœuvres sur l'endettement et les titres publics. Il faut mettre fin aux subsides

octroyés aux groupes économiques et financiers privés privilégiés et/ou corrompus, au niveau local et international. Il faut en finir avec la tolérance des mouvements spéculatifs d'entrée et de sortie des capitaux.

Tout ceci, nous l'exprimons en phase avec la Déclaration Ministérielle de Quito du 3 mai passé qui signale que : « Les peuples ont donné à leurs gouvernements le mandat de doter la région de nouveaux instruments d'intégration pour le développement qui doivent être basés sur des schémas démocratiques, transparents, participatifs et responsables devant leurs mandants. »

Les reports successifs de signature de l'acte de fondation nous inquiètent car ils peuvent indiquer l'existence d'indéfinitions significatives. Nous espérons que, lors des négociations pour dépasser ces indéfinitions, les propositions de cette lettre seront prises en considération.

L'actuelle conjoncture économique et financière régionale et internationale reste favorable pour réaliser des pas concrets en ce sens mais elle peut ne pas se prolonger. Nous sommes confiants que vous profiterez de cette possibilité historique pour créer ce qui pourra devenir une véritable Banque Solidaire pour les Peuples du Sud.

Nos salutations les plus distinguées.

Signature à faire parvenir à Jubilé Sud - Américas : jubileosur.wamani.apc.org

et à Jorge Marchini : jorgemarchini.fibertel.com.ar.

PREMIERES ORGANISATIONS SIGNATRICES :

AMERIQUE LATINE ET CARAIBES

Régionales :

Alianza Social Continental (ASC)

Consejo Latinoamericano de las Ciencias Sociales (CLACSO)

Convergencia de Movimientos Populares de América (COMPA)

Grito de los Excluidos/as Mesoamericano.

Jubileo Sur/Américas

Justicia, Paz e Integridad de la Creación (JUPIC)

Observatorio Internacional de la Deuda en América Latina (OID)

Organización Caribeña y Latinoamericana de Estudiantes (OCLAE)

Programa de Incidencia sobre Deuda Externa Ilegítima, Federación Luterana Mundial

Red latinoamericana sobre Deuda, Derechos Humanos y Desarrollo (LATINDADD)

Red Solidaria por los Derechos Humanos REDH

Servicio Paz y Justicia en América Latina (SERPAJ-AL)

Sociedad Latinoamericana de Economía Política (SEPLA)

Nacionales :

Argentine

ATTAC

Convocatoria No al CIADI, Sí a la Soberanía

Diálogo 2000

Espacio No-Deuda ; Federación Judicial Argentina (FJA)

Mate Amargo

Museo Che Guevara

Movimiento por la Paz, la Soberanía y la Solidaridad (MOPASSOL)

Multisectorial de Solidaridad con Cuba

Movimiento por la Soberanía y la Integración de los Pueblos (MoSIP)

MoSIP- Lanús ; Periódico El Espejo

Bolivie :

Red de Mujeres y Minería

El grito de los excluidos

Movimiento Boliviano por la Soberanía y la Integración Solidaria de los Pueblos

Brésil :

PACS

Red Jubileu Sul Brasil

Rede Social de Justiça e Direitos Humanos

Rede Brasil sobre Instituciones Financieras Multilaterales

Esplar, Centro de Pesquisa e Assessoria

Sodireitos - Sociedade de Defesa dos Direitos Sexuais na Amazônia

Enquanto E-Changer/Brasil

Fórum de Mulheres da Amazônia Paraense – FMAP

FASE/AM (Federação de Órgãos para Assistência Social e Educacional)

Fórum da Amazônia Oriental – FAOR

Cáritas

Centro Acadêmico Josué de Castro

Canada :

Common Frontiers

Colombie :

Federación de Prosumidores Agroecológicos "agrosolidaria" ; Kihili zafra kunturpillku khamaqshiani

REMTE- Red Latino-americana de Mujeres Trasnfomrando la Economia

Cuba :

Centro Memorial Martin Luther King Jr.

Equateur :

OCLAE ; Jubileo 2000-Red Guayaquil

Grupo Nacional de la Deuda

Andres Mendoza Reynoso Proyecto Comunitario Bastion Popular

El Salvador :

Red de Acción Ciudadana frente al Comercio e Inversión, SINTI TECHAN

Guatemala :

Mesa Global

Haití :

PAPDA-Haití

Honduras :

Bloque Popular

Coordinadora Nacional de Resistencia Popular

Nicaragua :

Centro de Estudios Internacionales

Paraguay :

Iniciativa Paraguaya por la Integración de los Pueblos - Capítulo Paraguayo de la ASC

SOBREVIVENCIA/Amigos de la Tierra

Pérou :

Marcha Mundial de Mujeres

Venezuela :

Cátedra sobre Desarrollo Humano Hernán Méndez Castellano, de la UCV
FSBT, Fuerza Socialista Bolivariana de los Trabajadores/as ; Movimiento de Trabajadores "Alfredo Maneiro"

Nuevo Sur SUDACA

Coalición de Tendencias Clasistas

Manuelita Sáenz (MOMUMAS)

FETRAELEC

FEDEPETROL

SINUTRAPETROL

FETRAHIDROCARBUROS

FENASIRTRASALUD

FENTRASEP

FETRATEL

FENATRABEA

FETRAHARINA

FETRAUVE

FENATRAU

FENASINPRES

SINAFUM

FENACS

SINASOICA

SUTIC

SOVICA

SINTRAT

SUTRADIMECA

SUNEP-ME

SUNEP-IPASME

SUNEP-INAM

SUNTRASANAF

SINTRADELI

SINTRAVISEP

SINTRAPEL

VENECARTOREN

SINTRAGALLETA

SIPROPASTA

SINSBOLTRAPROEFE

SUNTRASAVIR

SITRAMECA

HOSPITALES Y CLINICAS

SINTRAHARINA

MANPA

SINTRAEM

SINTRAPLASTICO

SITRALACASA

OSPROTRABODIGAS

SINTRAERROMINERA

OUSINTRAEXTRUTEX

USINTRAEMBUTIDOS

SIUT-MINFRA

SUNTRAUNELLEZ

ATAUSIBO SITRAUNERG

SINTRABECO

SINBOTRAEMELEC

SINTRAVALORES

SUNTRABMERCAL

SINATRACIBI

Autres parties du monde :

Comité por la Abolición de la Deuda del Tercer Mundo (CADTM)

Jubilee South

Noviolencia International, Washington, DC, Estados Unidos

International NGO Forum on Indonesian Development

Migrant CARE Jakarta Indonesia

FODEX, República Democrática del Congo

Indian Social Action Forum (INSAF), India

Alianza Internacional de los Habitantes

Asociación A Sud - ITALIA

India - World Bank Tribunal' network., India

CADTM Senegal

CADTM Francia

CADTM Suiza

CADTM Lubumbashi (RD Congo)

APASH Congo Brazzaville

RNDD Níger

VAK India

CADTM Pakistan

ATTAC Morocco

KENGO Kenia

AGAS Siria

CAD Mali

Signatures individuelles :

Laura Interlandi, Argentina

Pedro Peretti, Secretario adj coprofam, Secretario RRII FAA, Argentina

Cristina Castello Poeta y periodista, Argentina

Antognazzi Irma. Directora del Grupo de Trabajo Hacer la Historia. Argentina

Raquel Abourachid, Argentina

Rev. Fred Morris, Presidente Companheir@s da Fe das Americas, Chile

Marta Harnecker, escritora, Chile

Jesuita Pedro Marchetti, Honduras

Andrés Thomas Conteris - Director, Programa de las Américas

Noviolencia International, Washington, DC

Julio Escalona, cordinador Cátedra sobre Desarrollo Humano Hernán
Méndez Castellano, de la UCV , Venezuela

Luis Guilherme Pérez - FIDH (Federação Internacional de Direitos Humanos)

Socorro Damasceno - Sindsaúde (Sindicato dos Trabalhadores em Saúde) - Brasil

Walter Baier - Transtorm, Brasil

Joana P. E. - FEPS/PA (Fórum de Economia Popular Solidária, Brasil.
Socorro Pereira - ASWOP, Brasil

Maria Luisa Mendonça - Rede Social de Justiça e Direitos Humanos. Brasil

Nasir Mansoor - CADTM (Comitê pela Anulação da Dívida do Terceiro Mundo) Pakistan

Bonfond Olivier - CADTM (Comité por Anulación de la Deuda del Tercer Mundo) Bélgica

Jean Michel Aupoint - UTG (União dos Trabalhadores Guianenses) y
OGDH (Organisation Guinéenne des Droits de l'Homme) Brasil

Joel Suárez - CMMLK (Centro Memorial Martin Luther King Jr.) Cuba

Cândido Grzybowski, Instituto Brasileiro de Análises Sociais Econômicas, Brasil

Hector de la Cueva - RMALC/ASC

Dário Bossi -Missionários Colombianos, Colombia

Roseli Macedo Silva - CMP (Central dos Movimentos Populares) Brasil
José Paulo Guedes Pinto - ATTAC Brasil

Antonia Soares Salgado - Marcha Mundial das Mulheres – Brasil

Maria Luiza de Carvalho Nunes - Centro de Estudos e Defesa do Negro no Pará-Brasil

Atilio A. Boron, , Argentina

D^r. Carlos Marichal, Mejico

Eduardo Letelier, Cetsur, Chile

Andres Mendoza Reynoso Proyecto Comunitario Bastion Popular, Ecuador

Jorge Castañeda Zavala, Instituto de Investigaciones D^r. J. M. Luís Mora, México D.F.

Pedro Marchetti, S.J.Instituto Centroamericano de Espiritualidad

Juan A. Krzanowski, Argentina

Eduardo Letelier Economista CETSUR, Chile

Diego Castellanos (Venezuela) ex- Presidente del Banco Central de Venezuela

Eric Toussaint (Bélgica) Doctor en Historia. Presidente del Comité por la Abolición de la Deuda Externa (CADTM)

Jorge Marchini (Argentina) Profesor Titular de Economía (UBA), Coordinador del Observatorio Internacional de la Deuda (OID)

François Houtart, prof. em. d l'Université Catholique de Louvain

Maria Alice de Paula Santos (Brasil)- Fórum Estadual de Educação de Jovens e Adultos

Meriem Choukroun (Argentina)- periodista

Eduardo Lucita (Argentina). EDI-Economistas de Izquierda, Revista Cuadernos del Sur

Daniel Baigorria (Argentina) Docente de Economía (UBA)

Eric Berr, economista, Francia

Alexander Buzgalin, prof universidad Moscu, Alternativy